

Dionne, H., Klein, J.L. et Larrivée, J., éd. (1986) *Vers de nouveaux territoires intermédiaires ? Rimouski/Chicoutimi*, GRIDEQ/GRIR, 230 p.

Pierre Delorme

Volume 31, numéro 84, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021916ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021916ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Delorme, P. (1987). Compte rendu de [Dionne, H., Klein, J.L. et Larrivée, J., éd. (1986) *Vers de nouveaux territoires intermédiaires ? Rimouski/Chicoutimi*, GRIDEQ/GRIR, 230 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 31(84), 504–506.
<https://doi.org/10.7202/021916ar>

Pour rédiger son étude, Gagnon a eu accès aux dossiers personnels des individus, source exceptionnelle qu'il a utilisée avec minutie et quelques fois peut-être avec un peu trop de raffinement (Oh! informatique quand tu nous tiens!). C'est ainsi qu'après avoir « bombardé » le lecteur de statistiques diverses dans le chapitre VI par exemple, celui-ci aurait sûrement apprécié un bilan sommaire en fin de chapitre, un peu à l'image de celui qu'il a brossé à la fin du chapitre X.

Ces ajustements mineurs n'enlèvent cependant rien à la qualité de l'étude et à celle de sa présentation visuelle et technique. Il faut par ailleurs souligner le court mais riche chapitre VII dans lequel l'auteur s'efface pour laisser la parole aux acteurs de cet horrible cauchemar. Ces témoignages conduisent à souhaiter, à l'instar de Gaston Bouthoul, que l'homme « désacralise la guerre ». L'ouvrage de Gagnon nous y convie. Il ne reste qu'à exprimer le souhait que les prochains volets de « l'histoire officielle du Canada » suivent la même voie que celle empruntée par Gagnon, c'est-à-dire une analyse critique et serrée des sources.

Yvon DESLOGES
Service des Parcs
Environnement Canada, Québec

DIONNE, H., KLEIN, J.L. et LARRIVÉE, J., éd. (1986) *Vers de nouveaux territoires intermédiaires ?* Rimouski/Chicoutimi, GRIDEQ/GRIR, 230 p.

Depuis quelques années, plusieurs publications sont venues éclairer, par la pertinence de leur analyse, la problématique de la décentralisation au Québec. La mise en place d'une nouvelle structure supramunicipale — la municipalité régionale de comté (MRC) — a provoqué un nouveau type d'interrogation sur l'État, le pouvoir politique et technocratique, dans leurs rapports ambigus avec la question de la décentralisation. De nombreuses études ont déjà porté, de façon spécifique, sur la réforme urbaine au Québec depuis les années soixante ; or il devenait essentiel de poursuivre la démarche analytique afin de bien saisir le sens et la portée de ce qui constitue un aboutissement à la modernisation des structures municipales, i.e. l'instauration, par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, des MRC.

La publication que dirigent Dionne, Klein et Larrivée témoigne du dynamisme de la recherche québécoise sur le développement régional : à travers dix textes de professeurs, chercheurs et étudiants, un questionnement sérieux est posé sur la problématique de la décentralisation, par l'intermédiaire de l'appareil politico-administratif que constitue la MRC. Le fil conducteur qui nous semble le plus apparent à travers ces dix études montre la logique technobureaucratique de l'appareil administratif québécois dans cette réforme institutionnelle. L'argument est souvent présenté avec rigueur et on ne peut douter de la pertinence d'une telle interrogation pour la compréhension du développement régional. Dans cette perspective, l'ouvrage contribue à l'échafaudage d'un savoir sur la question urbaine et régionale au Québec.

Le livre est partagé en 2 sections comprenant chacune 5 textes : la première partie porte le titre « Région d'appartenance ou spatialité de l'État » et la seconde « Identités territoriales et espaces locaux de développement ». Tous les textes ne témoignent pas d'un approfondissement comparable des questions soulevées autour de ces problématiques mais tous abordent des aspects importants des problèmes rencontrés dans les régions par la mise en place et le fonctionnement des MRC.

Le texte de Micheline Blondeau — L'aménagement : outil de technocratisation du local — ouvre le débat en insistant sur l'imposition de normes technocratiques issues de l'administration publique québécoise au niveau local. L'auteur établit un parallèle intéressant entre la gestion de la santé et celle du développement régional où, dans les deux cas, un ordre technocratique fut imposé. L'article est bref, mais la piste de réflexion est stimulante. L'argumentation est cependant

peu étayée. Michel Légaré — Les municipalités régionales de comté et le pouvoir régional : acteurs et enjeux — place le débat au sein d'une réflexion plus large sur le pouvoir. À travers une étude empirique portant sur la Sagamie (comme d'ailleurs la plupart des études de cas évoquées dans le livre), l'auteur montre les rapports de force entre acteurs locaux et régionaux et fait apparaître la MRC comme un nouvel espace de pouvoir. L'importante technocratisation du processus décisionnel au niveau régional laisse clairement voir que le déséquilibre des forces entre acteurs se produit au profit des experts fonctionnaires. Cette étude soulève des questions fort pertinentes auxquelles nous devons réfléchir dans l'avenir. La recherche de Marie-Joëlle Brassard — Les acteurs de la concertation : un enjeu de l'État — interroge la recherche du consensus par la participation des associations, groupes, syndicats, acteurs étatiques à diverses étapes de la consultation. L'argument, dans ce texte, ne semble pas suffisamment appuyé, toutefois la conclusion témoigne d'une réflexion intéressante : l'auteur soutient que le consensus ne sera inscrit sur le territoire que si la population s'y reconnaît et que l'enjeu de ce consensus est « lié à l'application des moyens mis en œuvre pour l'atteindre » (p. 73). Jean Cermakian — Principaux obstacles à la décentralisation du pouvoir en matière d'aménagement du territoire — présente sommairement les résultats d'une étude comparative sur la décentralisation et la régionalisation en France, en Suisse et au Québec. La problématique est bien énoncée mais on aurait souhaité que l'analyse soit plus développée. Il y a beaucoup à apprendre d'une telle étude ; toutefois la compréhension doit dépasser la phase de la description, elle passe obligatoirement par l'analyse. Enfin, cette première partie du livre se termine par un texte de Owen Fugère — Les municipalités régionales de comté : établissement d'un palier intermédiaire. À travers une perspective historique, l'auteur montre l'ampleur du pouvoir de la technocratie centrale sur la décentralisation (et la déconcentration), au niveau des affaires sociales (les CRSSS) et au niveau régional (les MRC). Il s'agit d'un sujet de toute première importance dans les recherches futures sur ce thème.

La deuxième section débute par une interrogation de Hughes Dionne — Les espaces de développement en conflit — sur le rapport ville-campagne et les spécificités du monde rural. L'auteur souligne avec beaucoup de conviction, le danger de voir fondre en un modèle commun et unifié les soucis des petites villes et ceux des grandes et moyennes villes dans les régions québécoises. Christiane Gagnon, pour sa part, — Pratiques écologistes en Sagamie et repolitisation du territoire — développe le thème de la pratique des groupes écologistes. Il s'agit certes d'une nouvelle orientation déterminante dans le développement des mouvements sociaux depuis quelques années. On aurait pu souhaiter, toutefois, que le lien entre ces groupes et l'État — en termes de rapports de pouvoir — soit repris de façon plus étroite, comme l'auteur l'annonce au début de son texte. Le chapitre de Enrique Colombino et Roger Guy — L'entrepreneuriat local et l'aménagement des ressources en Abitibi-Témiscamingue : la longue marche des technocrates — se distingue des autres textes par l'analyse qu'ils présentent d'une région autre que la Sagamie. À travers une revue historique des groupes populaires et des divers organismes de participation, les auteurs montrent les effets du développement planifié « d'en haut » et les tentatives, à l'opposé, de développement par la base régionale. Encore une fois, c'est le poids du pouvoir technobureaucratique québécois qui l'emporte. Le mouvement dialectique entre ces deux visions du développement est bien étayé. Enfin, les auteurs actualisent le débat et insistent sur l'ampleur des coûts sociaux d'un développement technocratique exogène. Claude Pageau — Autonomie rurale et MRC : conflits et compromis — soulève des questions pertinentes sur la notion d'identité territoriale régionale. Il ébauche une approche originale sur la notion d'identité à partir de références empruntées à la psychologie et à la sociologie (rapport individu-société). Considérant l'importance de cette question, on aurait souhaité en apprendre davantage sur la recherche pratique de l'identité régionale, l'auteur présentant plutôt une série d'interrogations auxquelles il devra répondre. Enfin le dernier texte, de Juan-Luis Klein — La territorialité des groupements sociaux en région périphérique —, présente une analyse minutieuse des groupes en Sagamie. Le profil des groupes sociaux est solidement établi (composition, financement,...), mais ce que nous retenons principalement de l'analyse est la mise en évidence du dynamisme des groupes dans le développement régional.

Cet ouvrage présente donc un intérêt certain pour la recherche sur le développement régional. La diversité des orientations méthodologiques et des thèmes abordés contribue à alimenter un débat qui est encore loin d'être épuisé. Tout comme cette phrase de J.-L. Klein qui

ouvre la voie à une interrogation nécessaire : « L'hypothèse selon laquelle les systèmes sociaux sont transformés par leurs périphéries semble donc encore pertinente ».

Pierre DELORME
Université du Québec à Hull

ENGLISH, P.E. (1986) *La grande évasion ? Un examen du tourisme nord-sud*. Ottawa, Institut Nord-Sud, 99 p.

Réalisé à partir d'une thèse de doctorat en économie, cet ouvrage de P.E. English m'apparaît comme une bonne introduction aux aspects économiques des relations touristiques entre les pays riches, d'où partent les touristes, et les sociétés en voie de développement qui les accueillent. Un premier chapitre fait ressortir l'amplification des flux touristiques internationaux au cours des 25 à 30 dernières années en dégagant, pour cette période, la part des pays en développement dans l'ensemble des mouvements touristiques. Mesurée en nombre d'arrivées, cette part est passée de 6,3% en 1960 à 16,6% en 1980. Le taux de croissance annuel moyen, entre 1970 et 1980, fut deux fois plus élevé dans les pays en développement que dans les pays développés. Les habitudes des Canadiens voyageant à l'étranger sont présentées à l'aide de quelques chiffres pour la période 1973-1981. En 1981 justement, les Canadiens ont effectué 8,6% de leurs visites touristiques dans des pays en développement. Les Caraïbes, les Bermudes et le Mexique furent les destinations « sous-développées » choisies dans près de 70% des cas.

Le deuxième chapitre, intitulé « Où va l'argent », représente sans conteste la contribution la plus originale de l'auteur. Très bien documenté, mettant à profit un séjour d'une année au Sénégal, son texte assume les thèses controversées sur l'impact économique du tourisme et évite les généralisations hâtives si fréquentes sur cette question. Pour lui rendre justice, il faudrait souligner ses techniques d'analyse assez neuves (par exemple : l'évaluation du contenu importé des activités touristiques dans divers pays en développement, p. 30), ses études de cas constituant des modèles du gain social net, etc. Les conclusions de ce chapitre sont nuancées selon les types de société en développement, la part du tourisme dans chacun et surtout, le développement du tourisme situé dans l'ensemble des options possibles pour aider le démarrage ou l'affirmation économique.

P.E. English s'attaque ensuite, dans un long chapitre, à l'analyse des effets du tourisme sur les « aspects non économiques » des pays en développement. La culture, les structures sociales, les systèmes politiques, les idéologies sont touchés par le tourisme. Comment ? La recherche, en ces matières, reste pauvre, dispersée, ponctuelle, et se distingue souvent difficilement des écrits partisans. L'auteur est donc très prudent quand il conclut que le tourisme pourrait avoir des impacts négatifs sur les cultures. Ses recommandations, dans le chapitre final, visent à trouver des voies de compromis pour que le tourisme puisse continuer à aider les économies des pays du Tiers-Monde sans trop affecter leur développement culturel. Assez naïvement, il me semble, P.E. English suggère d'accroître le contenu local du développement du tourisme dans les pays en développement.

Dans l'ensemble, cette honnête étude, malgré son intérêt, semble passer à côté de certaines grandes questions concernant les dimensions internationales du tourisme. Je n'en soulignerai que quelques-unes. Premièrement, l'action des transnationales du tourisme (transport, hôtellerie, restauration, industries de la récréation, etc.) est telle que l'auteur ne pouvait pas l'ignorer en 1980. Ces entreprises procèdent selon des stratégies planétaires et abusent sciemment des pays en développement. Son texte parle de ces transnationales mais ne les analyse pas en tant que système d'action. Deuxièmement, le concept de sous-développement fait l'objet de nombreux développements théoriques depuis une quinzaine d'années. P.E. English glisse trop vite sur ce sujet. On aurait apprécié que ces 120 ou 130 pays dits sous-développés apparaissent sous diverses typologies (nouveaux pays industriels, pays de l'OPEP, Tiers-Monde selon les régimes